



AVIS SUR L'UTILISATION DU CICE

Les élus CFDT ne peuvent s'assurer que les montants annoncés dans le document remis au CCE sur l'utilisation du CICE pour l'année 2013 sont bien affectés à des « investissements » qui servent directement ou indirectement la compétitivité de l'entreprise et **l'emploi** à court et long terme.

Les élus s'interrogent sur la pertinence, en terme de compétitivité et d'emploi, du financement par le CICE de la formation SALSA, dispensée aux hôtesse et hôtes de caisse. En effet pour la CFDT les montants utilisés du CICE pour la formation doivent être attribués au métier en observation dans la GPEC.

Depuis des mois, nous ne cessons d'interpeller la direction : suite à la crise économique sans précédent que nous traversons, avoir une stratégie commerciale de baisse des prix afin d'améliorer nos parts de marché et faire revenir les clients dans nos magasins nous ne pouvons que l'approuver, il en va de la survie de notre outil de travail. Cette stratégie commerciale ne doit pas se faire au détriment des effectifs dans les magasins, ce qui est malheureusement le cas aujourd'hui. Cette politique qui consiste à **ajuster la masse salariale** au chiffre d'affaires, avec une stratégie commerciale de baisse des prix qui a pour conséquence de diminuer la marge commerciale donc le chiffre d'affaires, accompagnée d'une augmentation des volumes, entraîne dans les établissements une surcharge de travail importante pour les employés qui sont encore là.

En conséquence le CICE aurait dû être aussi et surtout utilisé pour **l'embauche**, avec pour objectif d'améliorer le fonctionnement des magasins, notamment la mise en rayon, le service accueil.

Concernant le E-Commerce, l'amélioration de l'ergonomie et les fonctionnalités du site internet sont de bonnes choses mais il aurait fallu aussi que ce montant contribue au recrutement de préparateurs dédiés au service.

Il aurait été plus cohérent d'investir dans du vrai déstockage plutôt que sur du fond de rayon afin de proposer des remises conséquentes et liquider les stocks obsolètes.

Lors des NAO 2014, la direction a présenté l'augmentation des primes variables et le challenge commercial des quatres derniers mois comme un effort de rémunération réalisé par l'entreprise, nous sommes consternés d'apprendre que cet effort est en réalité financé par nos impôts au travers du CICE.

En conclusion nous constatons que le dialogue social chez DCF n'est pas à la hauteur de ce qu'on pouvait attendre, l'utilisation du CICE aurait dû faire partie d'une discussion en amont.

Les données sur son utilisation auraient permis plus de transparence sur les choix et les résultats attendus en termes de compétitivité et d'emploi.

CREDIT. IMPOT. COMPETITIVITE. MAIS PAS EMPLOI. GRAND MANQUANT CHEZ DCF

LA CFDT DONNERA UN AVIS DEFAVORABLE